

Pas un «bar ouvert» pour le budget de Québec, répond le maire à l'opposition

Par Émilie Pelletier | 1er mai 2023

La deuxième opposition municipale tire la sonnette d'alarme sur les orientations de l'administration Marchand, à un peu plus de six mois du dépôt du budget 2024. Le maire, lui, jure que malgré le «défi», la Ville de Québec a les deux mains sur le volant pour contrôler les dépenses... et les impacts sur le portefeuille des citoyens.

«Même dans un contexte où c'est hyper compliqué, on garde le contrôle sur le budget», a assuré lundi le maire de Québec. Fraîchement de retour d'une mission économique en France et en Belgique, Bruno Marchand a vite dû se replonger dans les chiffres de sa ville.

Brandissant des documents de travail internes obtenus du Service des finances, la deuxième opposition venait de témoigner de sa «grande inquiétude» à l'égard du prochain budget de la Ville de Québec. Devant les médias, Équipe Priorité Québec a mis la table à l'exercice financier 2024, dont la présentation est prévue en décembre.

Dans leurs papiers, les fonctionnaires décrivent la nécessité d'élaborer les prochains budgets avec «prudence», compte tenu des «défis financiers» et de variables «hors du contrôle de la Ville».

«La hausse de la taxation en 2024 devra tenir compte de la capacité de payer des contribuables ainsi que de l'inflation projetée au 31 août 2023 à 5,4 %. Cela constitue un défi important pour le budget de la Ville [...] Les projections budgétaires démontrent un important travail à réaliser pour atteindre l'équilibre budgétaire 2024», peut-on lire.

«On veut prévenir les dégâts», a résumé le chef Patrick Paquet. Pile de pages chiffrées en main, il a fait état des orientations de l'administration Marchand, selon lui «la plus dépensière» depuis longtemps.

«Le maire Marchand, il s'excite, il voyage [...] il veut faire bien des choses, mais dans le concret, quand on vient pour attacher ça, il y a un prix à tout ça», pointe-t-il.

La forte croissance du nombre d'employés et de potentielles compressions dans les différentes unités administratives évaluées en mars à 32 millions \$ lui font craindre le pire, sans une dose de «bonne gymnastique avec quasiment du miracle». Le chef Paquet redoute entre autres des coupes dans les services aux citoyens ou d'importantes hausses de taxes.

«Quand on n'est pas capable d'équilibrer un budget, c'est toujours le citoyen qui en paie la note»

— Patrick Paquet, chef d'Équipe Priorité Québec

S'estimant «conservateur», il évalue à «au moins à 5 %» le taux de taxes qui sera imposé aux contribuables l'an prochain.

Ce que nie en bloc le maire.

«Le budget 2024, si quelqu'un dit qu'il sait de quoi il a l'air, c'est un fabulateur», assène-t-il à l'endroit de la deuxième opposition.

Pas un «bar ouvert», réplique le maire

En 2023, malgré une inflation à 5,6 % en août 2022, l'administration Marchand avait choisi de restreindre l'augmentation de taxes à 2,5 %.

«Les besoins explosent, l'inflation explose, les coûts à la Ville explosent. Regardez ce qu'on a fait l'an passé, on a maintenu une des plus basses hausses du compte de taxes au Québec», se félicite le maire de Québec.

[Le budget de Québec en pleines «turbulences»]

L'intention y est de garder les cordons serrés pour limiter les impacts sur le compte de taxes encore cette année, assure-t-il. Le travail a même débuté un peu plus tôt, question de donner le temps aux équipes de «retourner toutes les pierres», à la recherche d'économies à réaliser.

«Ce n'est pas vrai que c'est bar ouvert, ce n'est pas vrai que les dépenses sont hors de contrôle»

— Bruno Marchand, maire de Québec

«Ça va être un défi», explique-t-il, se disant tout de même rassuré par un contexte plus «sécurisant» que celui inflationniste «hors contrôle» de l'an dernier.

Mais «impossible», pour l'instant, de chiffrer le coût d'une économie changeante sur le portefeuille des citoyens, selon le maire. La Ville fait notamment l'«analyse» des grands projets, mais n'en est pas à en couper ou en reporter, dit-il.

La réserve climatique demeure

La deuxième opposition lui propose notamment de se doter d'un plan de gestion du personnel «immédiat» et de rogner dans la réserve climatique qui doit permettre d'accumuler 300 millions \$ sur six ans. Quelque 30 millions \$ doivent s'ajouter à l'enveloppe en 2024, mais Équipe Priorité Québec considère une telle utilisation des fonds publics «irresponsable» présentement.

Balayant ces pistes, le maire Marchand répond qu'il n'a pas l'intention de sacrifier la réserve destinée à répondre aux changements climatiques.

«Quand j'ai besoin de conseils d'affaires, je ne vais pas voir un vendeur de souliers», critique-t-il.